



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Appel d'offres ouvert

**Formation et location de simulateurs de vol H160
au profit des personnels navigants de la
gendarmerie nationale**

Le présent cahier des clauses administratives particulières comporte 14 pages numérotées de 1 à 14

Commandement des Écoles de la Gendarmerie Nationale

Groupement de Soutien Opérationnel des Écoles

Bureau budget et administration

Section marchés conventions

2 rue Toufaire

BP 90050

17302 ROCHEFORT CEDEX

Tél : 05.46.88.33.07

smc.bba.cegn@gendarmerie.interieur.gouv.fr

SOMMAIRE

Article 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT.....	4
1.1. Objet du marché.....	4
1.2. Nomenclature.....	4
1.3. Allotissement du marché.....	4
1.4. Forme du marché.....	4
1.5. Organisme responsable du marché.....	4
Article 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
Article 3. DURÉE – RECONDUCTIONS DU MARCHÉ.....	5
Article 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	6
4.1. Définition et exécution des prestations.....	6
4.2. Lieu d'exécution.....	7
4.3. Calendrier et horaires des formations.....	7
4.4. Organisation des formations.....	7
4.4.1 Correspondants des parties.....	7
4.4.2 Après la formation.....	7
4.5. Difficultés et/ou défaillances.....	7
4.6 Relation entre le titulaire et l'administration.....	8
Article 5. OBLIGATIONS DE CONTRÔLE ET DE VÉRIFICATION.....	8
5.1. Obligation du titulaire.....	8
5.1.1. Garantie d'éviction.....	8
5.1.2. Obligation de moyen.....	8
5.1.3. Absence d'un personnel.....	8
5.2. Vérification.....	8
5.3. Décision après vérification.....	9
5.3.1. Admission.....	9
5.3.2. Réfaction.....	9
5.3.3. Ajournement.....	9
5.3.4. Rejet.....	9
5.3.5. Transfert de propriété.....	9
Article 6. PRISE EN CHARGE - GARANTIE.....	9
Article 7. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....	9
7.1. Unité monétaire.....	9
7.2. Formes de prix.....	10
7.3. Contenu des prix.....	10
7.4. Contrôle de prix.....	10
7.5. Révision de prix - ajustement.....	10
7.6 Clause de sauvegarde.....	11
Article 8. AVANCE ET ACOMPTE.....	11
Article 9. MODIFICATION DES DATES ET PÉNALITÉS.....	11
9.1. Modification et annulation de la prestation.....	11
9.1.1. En cas d'annulation ou de modification par la personne publique.....	11
9.1.2. En cas d'annulation ou de modification par le titulaire.....	11
9.2. Pénalités.....	12
9.2.1 En cas de non-respect des dates.....	12
9.2.2. En cas d'annulation par le titulaire.....	12
9.3. Exclusion des pénalités.....	12
Article 10. MODE DE RÈGLEMENT - PAIEMENT.....	12
10.1. Facturation.....	12
10.2. Paiement.....	13
10.3. Constatation du « service fait ».....	13
10.4. Récusation.....	13
10.5. Comptable assignataire.....	13
10.6. Intérêts moratoires.....	13
Article 11. CESSION – NANTISSEMENT.....	14
Article 12. RETENUE DE GARANTIE OU CAUTIONNEMENT.....	14

Article 13. SOUS-TRAITANCE.....	14
Article 14. RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	14
Article 15. EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	14
Article 16. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.....	15
16.1. Changement de situation du titulaire.....	15
16.2. Modification de marché et marché similaire.....	15
16.3. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.....	15
16.4. Travail illégal.....	15
16.5. Assurances.....	16
Article 17. DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	16
17.1. Recours au médiateur interne.....	16
17.2. Juridiction compétente.....	16
Article 18. DÉROGATION AU CCAG/FCS.....	16

Article 1. **DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT**

1.1. Objet du marché

La présente consultation a pour objet la location de simulateurs de vol H160 ainsi que la formation associée sur ces derniers afin de former des personnels navigants de la gendarmerie nationale.

Elle fait suite à une précédente consultation déclarée sans suite pour cause d'offre jugée irrégulière.

1.2. Nomenclature

Le code de classification du vocabulaire commun des marchés (code CPV) est :

- pour l'objet principal : 80511000-9 - « service de formation du personnel » ;
- pour l'objet secondaire : 80650000-5 : « formation et simulation dans le domaine des aéronefs, missiles et spatonefs militaires » et 34741400 : « simulateurs de vol ».

1.3. Allotissement du marché

Le marché n'est pas alloti, il a déjà fait l'objet d'un allotissement lors de la précédente procédure en appel d'offres ouvert.

1.4. Forme du marché

Les prestations et fournitures font l'objet, d'un accord-cadre, mono-attributaire, sans minimum et avec un maximum annuel hors taxe, conformément aux articles L. 2125-1 1 et R. 2162-2 à R. 2162-6 du Code de la commande publique. Ce maximum est fixé à deux-cent trente six mille euros (236 000 €) comprenant la formation et location d'un simulateur H-160 et la logistique (hébergement – alimentation).

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande, à la survenance du besoin.

1.5. Organisme responsable du marché

Le Commandement des Écoles de la Gendarmerie Nationale (CEGN) – Groupement de Soutien Opérationnel des Écoles - Bureau Budget Administration - Section Marchés Conventions à ROCHEFORT (17), agit en qualité de Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) par délégation, pour toutes les formalités suivantes :

- lancement de la consultation ;
- analyse des candidatures ;
- dépouillement des offres ;
- notification des résultats ;
- suivi des reconductions ;
- suivi des révisions de prix ;
- établissement des actes modificatifs ;
- décompte des pénalités ;
- résiliation du marché.

L'organigramme, des personnes agissant au nom du RPA, figure en annexe 1 du règlement de la consultation.

Article 2. **PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe financière (BPU : Bordereau de Prix Unitaire) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire constituée du cadre de réponse du mémoire technique ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- et toute réglementation actuellement en vigueur.

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de son rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

Les documents originaux, conservés dans les archives de l'administration, font seuls foi.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des **obligations des parties**. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents fournis par le titulaire, ne peut s'intégrer au présent marché.

Article 3. **DURÉE – RECONDUCTIONS DU MARCHÉ**

Le marché est conclu pour une durée maximale ne pouvant excéder quatre (4) ans. Il prendra effet dès sa notification, pour une durée d'un (1) an.

Par la suite, il pourra être reconduit par décision expresse du RPA trois (3) fois un (1) an, notifiée au titulaire trois (3) mois francs avant sa date de reconduction lorsque l'une des conditions énumérées ci-après est remplie :

- terme calendaire du délai de validité de la période de l'accord-cadre ;
- impossibilité, par la personne publique, de passation d'une commande sans risque de dépassement du plafond quantitatif de la période à laquelle se rapporte l'émission du bon de commande (auquel cas, la personne publique informera, par décision expresse, de la date effective de reconduction de l'accord-cadre) ;

et sous réserves des résultats de l'évaluation des prestations qui vise à garantir une démarche de qualité dans les conditions décrites aux CCTP.

Conformément à l'article R.2112-4 du code de la commande publique en vigueur, le titulaire ne pourra pas s'opposer à la reconduction.

Dans le cas où le RPA se réserve le droit de ne pas reconduire le marché, une décision expresse de non reconduction est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception au titulaire trois (3) mois avant la date d'échéance du marché.

Article 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

4.1. Définition et exécution des prestations

Les prestations sont décrites au CCTP.

En application des articles R. 2162-2, R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique, l'accord-cadre s'exécutera par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins. Ceux-ci peuvent être émis jusqu'au dernier jour du marché.

Le titulaire honorera la commande quelle qu'en soit la valeur, aucune restriction relative à un minimum en valeur ou en quantité n'est admise.

Il est rappelé qu'un bon de commande ne peut pas modifier les clauses du marché. Il ne peut, lorsque le marché en prévoit la possibilité, qu'en préciser les modalités d'exécution.

La section finances du GSOE/CEGN, est seule habilitée, par le RPA, à établir et à signer les bons de commande.

Conformément à l'article 3.1 du CCAG FCS, ils sont notifiés au titulaire par tout moyen donnant date certaine de réception. Ainsi, ils peuvent être envoyés par voie électronique ou en pièce jointe à un courriel à une adresse électronique fonctionnelle dédiée et communiquée par le titulaire. Ce dernier accusera de la bonne réception de cette commande. En cas de défaut d'accusé de réception par le titulaire dans le délai précisé à l'article précité, la date d'envoi du document tiendra lieu de preuve de réception.

La date de réception du courriel par le fournisseur tient lieu de la notification de la commande.

Chaque bon de commande doit mentionner :

- l'autorité émettant le bon de commande (nom, prénom, qualité et adresse) ;
- la référence du marché (n° et date) ;
- la référence de l'EJ CHORUS du marché ;
- la désignation des prestations commandées ;
- la quantité commandée ;
- les dates de livraison ;
- les prix unitaires de la prestation ;
- le montant total hors taxes et le montant toutes taxes comprises (taux de la TVA en vigueur précisé le cas échéant) ;
- l'ordonnateur chargé du paiement.

Le CNIFAG adresse au titulaire l'année N-1 pour l'année N une prévision d'organisation de session, en mentionnant le type d'instruction ainsi que le nombre d'heures d'utilisation du simulateur souhaités et les créneaux horaires associés. L'effectif et les noms des participants seront ensuite communiqués dans les meilleurs délais par le CNIFAG dès réception des plannings détaillés et confirmés par le titulaire.

Pour la première année, les besoins seront exprimés par le CNIFAG dès que possible après notification du marché.

A l'issue de chaque session, le titulaire déposera la facture sous chorus-pro. Le service fait sera validé par la section finances du GSOE/CEGN après confirmation du CNIFAG.

Concernant les prestations d'hébergement et d'alimentation des militaires en formation, celles-ci feront l'objet d'un second bon de commande sur marché.

Les tarifs proposés ne devront pas dépasser la réglementation en vigueur, concernant les frais de remboursement des déplacements, et seront évolutifs en fonction de celle-ci. Actuellement et pour information, les prix sont fixés à quatre-vingt dix euros (90 €) la nuitée en Province, cent-vingt euros (120 €) pour les communes de la grande couronne et cent quarante (140 €) pour Paris. Le prix du repas est fixé à vingt euros (20 €).

4.2. Lieu d'exécution

Les formations devront se dérouler sur un seul site pour permettre des modalités de soutien au moindre coût.

Les formations s'effectueront chez le titulaire du marché. L'organisme de formation délivrant les prestations devra se situer sur un lieu permettant une bonne desserte par voie ferrée et/ou routière. Les personnels militaires devront pouvoir se loger et se restaurer proche du centre de formation.

4.3. Calendrier et horaires des formations

Chaque année, le bénéficiaire fixe les dates prévisionnelles des sessions en concertation avec le titulaire, en fonction des impératifs opérationnels du personnel connus à cette date, tout en optimisant au maximum le calendrier des formations.

Aucune formation n'aura lieu au mois d'août.

La formation a lieu de préférence entre 12h et 19h le lundi, entre 7h et 19h les mardi, mercredi, jeudi et entre 7h et 12h le vendredi.

4.4. Organisation des formations

4.4.1 Correspondants des parties

Le titulaire désignera nommément un chef de projet pédagogique pour l'exécution du marché. Il aura pour interlocuteur :

Questions d'ordre technique :

- Gendarmerie : CNIFAG – chef du département d'instruction – 05.56.22.39.44
- Gendarmerie : CNIFAG – commandant d'unité – 05.56.22.36.90
- Questions d'ordre mise en formation : Gendarmerie : Commandement des écoles de la gendarmerie nationale – bureau pilotage des formations – 05.46.88.30.80 (le militaire est mis en formation par le CEGN/BPF sur proposition du BRH/COMFAG)
- Questions d'ordre administratif et financier : Gendarmerie : Groupement de soutien opérationnel des écoles - chef du bureau : 05.46.88.32.48
- l'intégration des évolutions réglementaires depuis l'édition de ce marché le cas échéant ;
- la présentation en détail des supports de formation utilisés par le titulaire ;
- la méthodologie de travail souhaitée par le titulaire pour atteindre les objectifs de formation.

4.4.2 Après la formation

A la fin de chaque stage, une attestation de formation « IOS » sera remise aux moniteurs qui auront reçu la formation à l'utilisation du simulateur.

4.5. Difficultés et/ou défaillances

Les éventuelles difficultés rencontrées dans l'exécution des marchés seront communiquées impérativement dès leur survenance (courriel, téléphone, courrier...) à la section marchés conventions du GSOE/CEGN à Rochefort, afin qu'elle puisse prendre ses dispositions pour mener à bien le service commandé.

La défaillance du titulaire dans l'exécution des marchés, en totalité ou en partie, provoque un préjudice à l'administration. En conséquence, le titulaire, dans l'impossibilité de réaliser et de fournir une partie ou la totalité des prestations décrites au marché, aura à sa charge tous les frais annexes résultant de la défaillance.

4.6 Relation entre le titulaire et l'administration

Le titulaire prend les mesures nécessaires au bon déroulement de la prestation, et notamment s'engage à un suivi de la prestation pendant toute sa durée.

Le CNIFAG se réserve la possibilité d'organiser, en tant que de besoin, des réunions de suivi avec le titulaire.

Article 5. OBLIGATIONS DE CONTRÔLE ET DE VÉRIFICATION

5.1. Obligation du titulaire

5.1.1. Garantie d'éviction

Le titulaire garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits d'auteur et/ou de propriété industrielle, à l'occasion de l'exécution des prestations et de l'utilisation de leurs résultats.

Dès la première manifestation de la revendication d'un tiers, le titulaire doit prendre toutes les mesures pour faire cesser le trouble, notamment en communiquant les éléments de preuve ou les documents utiles qu'il peut détenir ou obtenir.

5.1.2. Obligation de moyen

Le titulaire s'engage à respecter les conditions d'exécution des prestations telles qu'elles sont définies dans le présent cahier, ainsi qu'à mettre en œuvre tous les moyens pédagogiques nécessaires pour atteindre les objectifs visés par la formation. Le titulaire s'engage à informer immédiatement le RPA par écrit de toute difficulté rencontrée dans l'exécution de ce marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire identifie des événements, dans la survenance desquels il n'a aucune responsabilité, notamment en cas de force majeure, et qui sont de nature à faire obstacle à l'exécution de ce marché, il peut demander, dans les conditions stipulées ci-après, un report des dates d'exécution.

Si le titulaire entend bénéficier d'un tel report, il doit, dans un délai de quarante-huit (48) heures à compter de la survenance des événements ou, du jour où il est réputé en avoir eu connaissance, notifier son existence au RPA en exposant la nature des événements, leurs incidences sur le déroulement du marché et sa demande de prolongation de report de dates.

5.1.3. Absence d'un personnel

En cas d'absence ou de départ d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le titulaire dès qu'il en a connaissance, doit aviser par écrit la personne publique et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. Le titulaire signale à la personne publique, dès qu'il en a connaissance, toute démission, licenciement affectant la composition de l'équipe pédagogique et la bonne exécution des prestations.

Tout remplacement s'effectue à niveau égal de compétence, d'expérience et de qualification sans augmentation du montant des prestations. A ce titre, le titulaire qui désigne un remplaçant de niveau au moins équivalent doit en informer la personne publique dans un délai de quarante-huit (48) heures après l'avis d'absence, de démission ou de licenciement. En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne peut entraîner une modification d'exécution de ce marché.

5.2. Vérification

Le titulaire assume au titre du marché une obligation de moyens. A cet égard, il est réputé avoir rempli ses obligations s'il a déployé l'effort nécessaire pour obtenir le meilleur résultat possible, en exploitant ses connaissances et son expérience dans les règles de l'art de la profession.

Conformément aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG/FCS, l'administration dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réalisation de la prestation, pour prononcer sa décision quant à l'admission de celle-ci constituant le bon de commande considéré.

5.3. Décision après vérification

5.3.1. Admission

Le représentant du pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la mise à disposition.

5.3.2. Réfaction

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG/FCS, aucune admission avec réfaction ne peut être prononcée.

5.3.3. Ajournement

Application stricte de l'article 30.2 du CCAG/FCS.

5.3.4. Rejet

Par dérogation à l'article 30.4 du C.C.A.G./F.C.S., lorsqu'il y a rejet des prestations, le titulaire dispose d'un délai de **sept (7) jours calendaires** pour présenter ses observations. Passé ce délai, il est réputé accepter la décision de rejet.

Si le titulaire formule des observations, la personne publique dispose de **sept (7) jours calendaires** pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le RPA est réputé accepter les observations du titulaire.

Les délais ouverts au titulaire, pour présenter ses observations et des prestations conformes après rejet, ne justifient pas, par eux-mêmes, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel d'exécution.

5.3.5. Transfert de propriété

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

Article 6. PRISE EN CHARGE - GARANTIE

Par dérogation à l'article 33 du CCAG/FCS, la garantie des prestations effectuées est celle de la profession. Les prestations sont réputées être réalisées selon les règles de l'art et en conformité avec la réglementation en vigueur.

L'obligation mise à la charge du titulaire s'étend notamment aux prestations dématérialisées entre le titulaire, l'administration et les candidats.

Article 7. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

7.1. Unité monétaire

L'euro est la monnaie de compte du marché.

7.2. Formes de prix

Les prix figurant sur l'acte d'engagement et son annexe financière sont les seuls prix contractuels à prendre en compte.

Les prix seront :

- unitaires ;
- hors taxes ;
- toutes taxes comprises (le taux de TVA. sera indiqué à part) ou net si la TVA ne s'applique pas ;
- en euros et ne comportant pas plus de deux décimales ;
- par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG FCS, les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres porté en page de garde du règlement de la consultation. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0) ;
- toutes charges fiscales, parafiscales et autres taxes comprises liées à la prestation.

7.3. Contenu des prix

Les prix comprennent :

- la formation ;
- la location du simulateur ;
- les frais administratifs (inscription, assurance, frais de présentation aux examens) ;
- tous les frais généraux, salaires, charges sociales et fiscales, marge bénéficiaire, frais divers ;
- tous les frais relatifs aux moyens matériels et produits nécessaires à l'exécution des prestations ;
- tous les frais éventuels inhérents à la prestation, droits de douane et procédure ;
- les frais de transports éventuels (fournitures, expéditions, assurances), frais et taxes diverses afférents aux prestations faisant l'objet de ce marché.

Aucun supplément au prix convenu ne pourra être demandé par le titulaire, ni lui être payé, sauf celui résultant de la révision de prix.

Les frais d'alimentation et d'hébergement, des militaires en formation, feront l'objet d'un bon de commande séparé sur marché.

7.4. Contrôle de prix

Le titulaire s'engage à fournir à l'administration toutes les justifications relatives aux prix pratiqués ainsi que la décomposition de ces prix en leurs différents éléments par application des grilles tarifaires du marché.

Le prestataire certifie que les prix renseignés sur l'acte d'engagement et son annexe n'excèdent pas ceux pratiqués à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

7.5. Révision de prix - ajustement

Les prix du marché pourront être révisés, par ajustement, dans la limite d'une (1) fois par an sur demande expresse du titulaire au CEGN, par mail à l'adresse smc.bba.cegn@gendarmerie.interieur.gouv.fr.

Toutefois, aucune demande de révision ne pourra être accordée au titulaire avant que ne s'écoule un délai d'un an (1) à compter de la notification du marché.

Le titulaire doit adresser ses nouveaux tarifs avec un préavis d'un (1) mois à la section marchés conventions du GSOE/CEGN à Rochefort (17300).

Toute révision doit être cohérente avec l'évolution des prix constatée de l'ensemble de la clientèle du titulaire.

La procédure de révision ne peut avoir d'effet rétroactif.

La révision de prix relative à l'hébergement et à la logistique devra tenir compte des tarifs à ne pas dépasser : cf article 4.1 supra.

En cas de non transmission par le titulaire des nouveaux tarifs dans les conditions indiquées supra, les prix sont réputés inchangés.

7.6 Clause de sauvegarde

La clause limitative dite « de sauvegarde » s'applique lors de l'évolution des prix du bordereau. Le RPA se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation d'un même produit du bordereau, pris individuellement, est supérieure à la valeur de deux pourcents (2,00 %).

Article 8. AVANCE ET ACOMPTÉ

Sauf refus exprimé dans l'acte d'engagement, une avance peut-être accordée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-8 du code de la commande publique.

Dans le cas où une avance est versée au titulaire, son remboursement intervient par précompte sur les sommes dues ultérieurement et s'applique dès la mise en paiement de la première facture de l'année en cours.

Aucun versement d'acompte n'est prévu.

Article 9. MODIFICATION DES DATES ET PÉNALITÉS

9.1. Modification et annulation de la prestation

9.1.1. En cas d'annulation ou de modification par la personne publique

Le CNIFAG pourra annuler une commande.

L'annulation donnera lieu à des indemnités selon :

- annulation plus de trente (30) jours avant la date planifiée : aucune indemnisation ;
- annulation entre quinze (15) jours et trente (30) jours avant la date planifiée : 25 (vingt-cinq) % du prix en euros (TTC ou net) de la prestation considérée ;
- annulation entre quinze (15) et huit (8) jours avant la date planifiée : 50 (cinquante) % du prix en euros (TTC ou net) de la prestation considérée.
- annulation à moins de huit (8) jours avant la date planifiée : 100 (cent) % du prix en euros (TTC ou net) de la prestation considérée.

Le bénéficiaire peut remplacer, jusqu'à la veille un stagiaire par un autre stagiaire dans le cas où le premier aurait eu un empêchement l'obligeant à annuler le stage. Cette disposition reste exceptionnelle et doit faire l'objet d'un mail adressé par le bénéficiaire au titulaire pour prévenir du changement.

9.1.2. En cas d'annulation ou de modification par le titulaire

En cas d'empêchement d'exécuter la prestation à la date fixée dans le bon de commande, le titulaire proposera une solution de remplacement qui devra être agréée par le bénéficiaire. Sauf cas de force majeure, une annulation ou modification est susceptible, selon sa gravité et/ou sa récurrence, de motiver une résiliation aux torts du titulaire.

L'annulation par le titulaire donnera lieu à des pénalités selon le barème suivant :

- annulation plus de quinze (15) jours avant la date planifiée : quinze (15) % du prix en euros HT de la prestation considérée ;
- annulation entre quinze (15) jours et quarante-huit (48) heures avant la date planifiée : trente (30) % du prix en euros HT de la prestation considérée ;
- annulation à moins de quarante-huit (48) heures avant la date planifiée : cinquante (50) % du prix en euros HT de la prestation considérée.

Dans tous les cas, le titulaire proposera dans un délai de cinq (5) jours suivant l'annulation une date de remplacement qui ne dépassera pas trente (30) jours au-delà de la date initialement prévue.

9.2. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas mille (1 000) euros HT pour l'ensemble de l'accord-cadre. Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder dix (10) pourcents du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande.

9.2.1 En cas de non-respect des dates

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 14 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire n'a pas assuré la prestation aux dates mentionnées sur le bon de commande, les pénalités détaillées à l'article 9.1.2. sont appliquées sur la facture suivant le fait générateur, sans mise en demeure préalable.

9.2.2. En cas d'annulation par le titulaire

Si le titulaire n'est pas en capacité de fixer une nouvelle date dans le délai défini à l'article 9.1.2., il se verra appliquer une pénalité correspondant à dix (10) % du montant HT de la prestation concernée. La pénalité sera prélevée sur la prochaine facture.

9.3. Exclusion des pénalités

Sont exclus des pénalités :

- les cas de force majeure déterminés par les textes officiels en vigueur ;
- tout fait d'un tiers échappant au contrôle du prestataire ;
- tout fait de l'administration elle-même, notamment en cas de non respect des engagements souscrits par elle dans le cadre de ce marché ;
- toute condition inhabituelle d'exploitation (intempéries à caractère exceptionnel, grèves...).

A l'occasion de tels événements, le titulaire recherche avec le représentant du pouvoir adjudicateur, toutes les mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif des prestations et d'assurer la poursuite d'une exploitation, même partielle, après avoir fixé de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux circonstances créées par le cas de force majeure, les pénalités ci-dessus n'étant pas applicables.

Article 10. **MODE DE RÈGLEMENT - PAIEMENT**

10.1. Facturation

Toute demande de paiement doit être adressée (transmission des factures) sous forme dématérialisée à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Nonobstant leur contenu habituel, les factures doivent obligatoirement porter les indications suivantes :

- les dates de session de formation et le nombre de candidats ;
- le numéro et la date du marché ;
- le numéro de l'engagement juridique Chorus ;
- le nom et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- le montant hors taxes des prestations ;
- le taux de la TVA et le montant total toutes taxes comprises.

10.2. Paiement

Le titulaire ne peut déposer ses factures que lorsqu'une prestation est totalement achevée. Le délai maximum de paiement est de trente (30) jours à compter de la réception de la facture. Les sommes payées après l'expiration de ce délai sont majorées d'intérêts moratoires.

10.3. Constatation du « service fait »

La constatation du service fait est effectuée par le service prescripteur dans le logiciel prévu à cet effet.

10.4. Récusation

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le RPA fait payer dans le délai de trente (30) jours, les sommes qu'il a admises. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du différend ou du litige.

Toutefois, si le RPA n'est pas en mesure, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de contrôle, de vérification et de réception ou à toute autre opération nécessaire au paiement, ledit délai est prolongé d'une période égale au retard qui en résulte.

10.5. Comptable assignataire

Le comptable assignataire des paiements est :

Monsieur le Chef du Département Comptable Ministériel
Service du Contrôle Budgétaire et Comptable du Ministère de l'Intérieur
Place Beauvau
75008 PARIS

10.6. Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement prévu à l'article 10.2 du présent CCAP, ouvre de plein droit au titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires au taux de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Les intérêts moratoires se calculent en se reportant au « taux marginal » du semestre précédent celui au cours duquel les intérêts ont commencé à courir.

Ce taux est révisable le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année civile (consultable sur le site www.banque-france.fr).

Article 11. CESSIION – NANTISSEMENT

Le titulaire peut être admis au bénéfice du régime institué par les articles R.2191-45 à R.2191-61 du code de la commande publique en vigueur, relatifs à l'affectation des marchés en nantissement.

Le montant HT du marché sert de base à la détermination de la formule d'origine à porter sur l'exemplaire unique ou sur un certificat de cessibilité se rapportant à chaque marché.

Cet exemplaire est destiné à être remis à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

Article 12. RETENUE DE GARANTIE OU CAUTIONNEMENT

Le marché ne prévoit pas la constitution d'une retenue de garantie ou d'un cautionnement.

Article 13. SOUS-TRAITANCE

Les entreprises soumissionnaires pourront recourir à la sous-traitance conformément aux articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique en vigueur.

En cas de sous-traitance déclarée au moment de l'offre, l'obligation de production des documents demandés s'étendra à l'entreprise sous-traitante. En conséquence, l'entreprise soumissionnaire devra produire tous les documents mentionnés à l'article 5.4 du règlement de la consultation pour chaque sous-traitant.

Le paiement direct des sous-traitants, lorsque le contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à six cents (600) euros TTC, sera effectué par application des articles R.2193-17 à R.2193-21 du code de la commande publique.

Article 14. RÉSILIATION DU MARCHÉ

Les dispositions des articles 38 à 44 du CCAG/FCS sont applicables. Ainsi, lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais prévus, la résiliation du marché à ses torts, peut être prononcée par le R.P.A. sans que ne lui soit versé aucune indemnisation.

La résiliation pour faute du titulaire ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités et n'exclut pas l'application des pénalités prévues à l'article 10 supra.

Dans le cas d'une résiliation sans qu'il y ait faute du titulaire, ce dernier peut prétendre à une indemnisation. Celle-ci doit être présentée dans un délai de deux (2) mois sous peine de forclusion.

Article 15. EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le titulaire est impérativement tenu aux obligations contractuelles prévues au présent marché. S'il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter les prestations, pour une raison quelconque, il doit en informer immédiatement le RPA – **section marchés conventions** – par courriel (smc.bba.cegn@gendarmerie.interieur.gouv.fr) et confirmer par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, il peut être fait application de l'article 45 du CCAG/FCS qui prévoit l'exécution du marché par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire en cas d'inexécution par ce dernier de sa prestation, laquelle par nature ne peut souffrir d'aucune interruption.

Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part directement ou indirectement à l'exécution des prestations, réalisées à ses frais et risques par un autre prestataire.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché résultant de l'exécution des prestations par un autre prestataire choisi par l'administration est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas. Si le RPA prend la décision de mettre en œuvre cette procédure, le titulaire en est informé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 16. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

16.1. Changement de situation du titulaire

La modification de la forme juridique d'une société (S.A.R.L. se transformant en S.A. par exemple) ne nécessite pas la passation d'un acte modificatif s'il n'y a pas création d'une nouvelle personne morale.

En revanche, tous les cas de fusion, scission, absorption qui entraînent transfert de responsabilité juridique de l'exécution du marché nécessitent la passation d'un acte modificatif.

16.2. Modification de marché et marché similaire

Par application des dispositions des articles R.2194-7 à R.2194-9 du code de la commande publique, des modifications au marché pourront être apportées, elles prendront la forme d'une modification du marché public.

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à un marché négocié pour la réalisation de prestations similaires.

16.3. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Application stricte de l'article 6 du CCAG/FCS et de la réglementation en vigueur dans le Code du Travail.

16.4. Travail illégal

Le titulaire atteste sur l'honneur qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq (5) dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-2, L.8221-3 à L.8221-5, L.5221-8 à L.8251-1, L.8231-1, L.8241-1 et L.8241-2 du Code du Travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre État de l'Union européenne.

Conformément aux dispositions de l'article D.8222-5 du code du travail pour un titulaire établi en France ou D.8222-7 pour un titulaire établi à l'étranger, s'il emploie des salariés, le titulaire doit fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du marché, une attestation sur l'honneur que le travail est réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 et L.1221-12, L.3243-1, L.3243-2 et L.3243-4 et R.3243-1 à R.3243-5 du Code du travail.

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, et après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai.

A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un (1) mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

16.5. Assurances

Tout titulaire (mandataire et sous-traitants inclus) doit justifier, dans le mois suivant la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire de contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A chaque fois que nécessaire, le titulaire du marché doit procéder à une réactualisation des garanties.

Article 17. DIFFÉRENDS ET LITIGES

17.1. Recours au médiateur interne

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de trois (3) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

17.2. Juridiction compétente

Les litiges éventuels sont exclusivement régis par les lois et règlements français.

Les différends et litiges éventuels sont traités conformément aux dispositions de l'article 46 du CCAG/FCS.

Le tribunal administratif, dont les coordonnées suivent, est le seul compétent pour régler les litiges dans le cadre de ce marché :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE POITIERS
15 rue Blossac
86 000 POITIERS
Téléphone : 05 49 60 79 19

Article 18. DÉROGATION AU CCAG/FCS

Article 2 déroge à l'article 4.1 : pièces constitutives du marché ;

Article 5.3.2 déroge à l'article 30.3 : réfaction ;

Article 5.3.4 déroge à l'article 30.4 : rejet ;

Article 6 déroge à l'article 33 : prise en charge - garantie ;

Article 7.2 déroge à l'article 10.2.4 : modalités de détermination des prix ;

Article 9.2 déroge à l'article 14.1.3 : exonération des pénalités ;

Article 9.2.1 déroge à l'article 14 : calcul des pénalités.